



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE












**Mission de maîtrise d'oeuvre pour la rénovation d'un
bâtiment en crèche municipale de 18 berceaux dans
le quartier de la Chattière**

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 8 août 2025 à 11h00

Ville de Fougères
2 rue Porte St Léonard
35300 Fougères

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Mission de maîtrise d'oeuvre pour la rénovation d'un bâtiment en crèche municipale de 18 berceaux, dans le quartier de la Chattière
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Groupement conjoint avec mandataire solidaire
	Variantes	Sans
	PSE	Avec
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	3 ans
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	4
1.6 - Clauses de réexamen du contrat initial.....	4
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Missions.....	6
2.4 - Variantes	6
2.5 - Développement durable	6
3 - Les intervenants	7
3.1 - Conduite d'opération.....	7
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	7
3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	7
3.4 - Contrôle technique.....	7
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	7
4 - Conditions relatives au contrat	7
4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Contenu du dossier de consultation	7
6 - Présentation des candidatures et des offres	8
6.1 - Documents à produire.....	8
6.2 - Visites sur site	9
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
7.1 - Transmission électronique	10
7.2 Modalités de signature	10
7.3 - Transmission sous support papier	11
8 - Examen des candidatures et des offres	11
8.1 - Sélection des candidatures.....	11
8.2 - Attribution des marchés.....	11
8.3 - Suite à donner à la consultation	12
9 - Renseignements complémentaires.....	12
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
9.2 - Procédures de recours	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Mission de maîtrise d'oeuvre pour la rénovation d'un bâtiment en crèche municipale de 18 berceaux dans le quartier de la « Chattièrre »

Lieu(x) d'exécution :

1 rue du Gué Maheu
35300 Fougères

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71221000-3	Services d'architecte pour les bâtiments
71300000-1	Services d'ingénierie

1.6 - Clauses de réexamen du contrat initial

- *Prestations similaires*

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération de travaux, en conformité avec le projet de base en appliquant des index de révision prévus à l'article 8.3 du CCAP.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

- *Fixation du forfait définitif de maîtrise d'œuvre*

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, en appliquant la clause de réexamen par une « modification » à l'issue de la remise de l'Avant-Projet Définitif (APD) fixant définitivement la rémunération du Maître d'œuvre. Le coût prévisionnel des travaux devient ainsi définitif et constitue le coût de référence sur lequel porte les engagements du Maître d'œuvre conformément à l'article 9.2 du CCAP.

- *En cas de circonstance que les parties ne pouvaient pas prévoir*

Dans les conditions stipulées à l'article 26 du CCAG-MOE, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de circonstances imprévisibles qui seraient susceptibles de modifier de manière significative les conditions d'exécution du marché.

- Révision de prix

En cas de suppression ou de changement d'un indice ou d'un index de révision de prix, l'acheteur se réserve la possibilité de substituer un nouvel indice ou index par courrier notifié au titulaire sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Ce changement d'indice ou d'index sera effectué à partir des indices publiés sur le site de l'INSEE ou au Moniteur des Travaux Publics.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Eu égard à la nature de la prestation, en cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Compétences requises du titulaire :

L'équipe de maîtrise d'oeuvre sera composée d'un architecte DPLG ou HMONP, inscrit à l'ordre des architectes, **obligatoirement mandataire**, ainsi qu'à minima d'un BET fluides et d'un BET structure.

Dans le cadre de la démarche *Bâtiment Durable Bretagne (BDB)*, l'équipe de maîtrise d'oeuvre sera composée **obligatoirement** d'un accompagnateur BDB formé par Batylab.

L'équipe de maîtrise d'oeuvre possèdera éventuellement des compétences et/ou des références en conception d'équipement d'accueil de jeunes enfants.

De plus, l'équipe devra présenter les compétences suivantes :

- Structure
- Thermique / fluides dont audit énergétique
- Economie de la construction
- Sécurité incendie
- Acoustique
- Accessibilité
- Aménagements paysagers, gestion des eaux pluviales
- Approche coût global
- Performance environnementale (économie d'énergie notamment, qualité des matériaux mis en œuvre, réemploi matériaux et équipements...),
- Ordonnancement Pilotage Coordination pour la prestation supplémentaire éventuelle obligatoire

Plusieurs de ces compétences pourront être exercées par un même membre de l'équipe. Dans ce cas, elles seront précisées, au même titre qu'une co-traitance, dans les justifications à produire.

L'architecte, obligatoirement mandataire, ne peut se présenter que dans un seul groupement.

Les autres membres du groupement sont autorisés à faire acte de candidature au sein de plusieurs groupements.

Le marché sera attribué :

- ⇒ soit à un architecte, avec sous-traitance éventuelle,
- ⇒ soit à une équipe pluridisciplinaire, avec sous-traitance éventuelle.

2.3 - Missions

Le détail des différentes missions est décrit dans le CCTP et le programme.

2.3.1 - Éléments de mission de base :

Missions	Désignation
APS	Etudes d'Avant-projet sommaire
APD	Études d'avant-projet définitif (APD) y/c dossiers nécessaires à l'instruction du permis de démolir, permis de construire, déclaration préalable ou demande d'autorisation de travaux.
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT)
VISA	Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par les entrepreneurs ainsi que leur visa (VISA)
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement

2.3.2 - Autres missions :

Missions	Désignation
DIAG	Etudes de Diagnostic
STD	Simulation thermique dynamique
SSI	Coordination Système de Sécurité Incendie

2.3.3 - Autre mission en prestation supplémentaire éventuelle obligatoire :

Mission	Désignation
OPC	Ordonnancement, Pilotage et Coordination

L'absence de cette prestation dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

Ces autres missions, y compris celle prévue en prestation supplémentaire éventuelle obligatoire, si elle devait être retenue, seront rémunérées à part, sur la base de forfaits.

2.4 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La réalisation des prestations de la mission OPC sera, soit confiée au maître d'oeuvre si la prestation supplémentaire éventuelle obligatoire est retenue, soit confiée à un prestataire extérieur désigné ultérieurement.

3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'oeuvre.

3.4 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cadre du mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat
- Le programme fonctionnel et technique détaillé de l'opération et ses annexes
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe
- Le certificat de visite

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Pouvoir	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Le tableau de présentation des candidatures dont les 3 principales références équivalentes en termes de travaux et de complexité : réalisation d'ouvrage RE2020 , éventuellement en équipement d'accueil de jeunes enfants, en travaux de rénovation énergétique, effectuées au cours des cinq dernières années, indiquant les caractéristiques du projet, le montant, l'année de réalisation, la SHON et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.	Non

Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non

Attestation à fournir **obligatoirement** par le candidat :

Libellés	Signature
Formation accompagnateur Bâtiment Durable Bretagne par Batylab	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Certifications / Accréditations / Qualification (notamment obtention ou pas de la qualification OPQIBI 19.05 relative aux audits énergétiques des bâtiments tertiaires et habitations collectives ou RGE audit ou équivalence) suivant les compétences demandées dans le tableau de présentation des candidatures	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Les entreprises pourront présenter des réalisations équivalentes au Qualibat ci-dessus.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (répartition des honoraires par élément de mission)	Non
Le cadre mémoire technique, fourni et à renseigner, et ses annexes. Aucun mémoire technique ne sera accepté.	Non
Le certificat de visite, s'il n'a pas déjà été signé et donné au représentant du service bâtiment après la visite	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les visites se feront uniquement sur rendez-vous. Vous devrez faire une demande auprès du service Bâtiments de la ville de Fougères à l'adresse mail suivante : batiment@fougeres.fr.

Un certificat de visite de site sera remis lors de cette visite et sera, soit à fournir avec le projet de marché, soit à rendre sur place.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée pendant les heures d'ouverture suivantes : du lundi au vendredi 8h30-12h00 / 13h30-17h30, sauf le vendredi à 16h30 à l'adresse suivante :

Direction des Services Techniques et de l'Environnement
47 avenue Georges Pompidou
35300 Fougères

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

7.2 Modalités de signature

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Le pouvoir adjudicateur recommande toutefois aux candidats de signer leur offre de façon électronique. Si le candidat dispose d'une signature électronique après attribution, il sera invité à signer son acte d'engagement et à le transmettre par voie électronique. Si le candidat ne dispose pas d'une signature électronique, l'offre électronique retenue sera matérialisée, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.3 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 8 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations <i>Évalué de la manière suivante :</i> <i>Le montant de l'offre la moins-disante qui servira de référence pour la notation des autres offres suivant la formule ci-après :</i> <i>Note du candidat = 40 x montant de l'offre la moins-disante / montant de l'offre du candidat</i>	40.0 %
2-Valeur technique	50.0 %
<i>2.1-Pertinence de la méthodologie proposée par le candidat pour l'exécution des missions prévues au marché et pertinence de la compréhension des contraintes, de la problématique, des objectifs (développement durable notamment), des enjeux (protection de l'environnement, approche coût global) et des modalités de la concertation proposées. Il sera apporté une attention particulière à l'appropriation de la commande et la contextualisation de la note par rapport au site et au programme.</i>	35.0 %
<i>2.2-Qualité, compétence et expérience (fournir les CV) des membres de l'équipe mobilisée aux côtés du chef de projet, et affectés à la mission.</i>	15.0 %

<i>Pertinence de la répartition des tâches entre les membres au sein de l'équipe et la coordination entre les membres pour le bon déroulement des études</i>	
3-Délai d'exécution de la phase « études » proposé par le candidat	10.0 %

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec, au maximum, les 5 candidats ayant présenté les offres les plus intéressantes selon les critères définis ci-dessus, dans le respect des principes généraux de la commande publique. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 8 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes
3 Contour de la Motte
35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte

35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Tribunal Administratif de Rennes

Hôtel de Bizien

3 Contour de la Motte

35044 RENNES CEDEX CS 44416

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>